

Le capital est-il trop taxé en France ?

La décision de Nicolas Sarkozy de financer le revenu de solidarité active par une nouvelle taxe de 1,1 % sur les revenus du capital a relancé le débat sur le poids de la fiscalité de l'épargne et du patrimoine. Écartant pour l'heure toute réforme de l'impôt sur la fortune (ISF), le gouvernement envisage d'intégrer la nouvelle taxe dans le bouclier fiscal.

Oui : Didier Davidoff

« Ceux qui ne profitent pas des dérogations le payent très cher ! »

Globalement, les prélèvements obligatoires sur les revenus de l'épargne sont du même ordre de grandeur en Italie, en France et au Royaume-Uni. Mais en France, l'assiette d'imposition des revenus du capital y est beaucoup plus étroite que dans les autres pays, car une palette de produits d'épargne y est défiscalisée, comme le livret A, ou peu fiscalisée. Ce qui fait apparaître un taux moyen d'imposition du capital beaucoup plus élevé. En résumé, nous avons un système fiscal assez complexe de dérogations et lorsque l'épargnant n'arrive pas à passer entre les mailles du filet de l'imposition, il le paye alors très cher ! Ainsi, la taxation de l'épargne est aujourd'hui de 29 %. Mais ce n'est pas tout. Au regard de la croissance française aussi, l'épargne apparaît trop taxée : en effet, l'épargne longue, à savoir les actions et les obligations, donc celle qui sert à financer l'investissement des entreprises, est celle qui se révèle le plus lourdement taxée. C'est bien cette épargne-là qui paie le plus lourd tribut : 11 % de prélèvements sociaux — avant les 1,1 % pour financer le RSA et 18 % de prélèvement libératoire. En France, l'épargne la moins taxée est l'épargne la plus liquide des ménages (livrets bancaires), celle sur laquelle ils se replient en situation de crise. Or ce n'est pas avec cette épargne de court terme qu'ils pourront financer leur retraite. On vient qu'en France il manque une vision claire et cohérente de ce que doit



Didier Davidoff, directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne.

être une fiscalité qui doit encourager sans ambiguïté l'épargne longue. C'est un problème qui concerne l'ensemble de l'économie. ■